

POLITIQUE URBAINE Lutte contre la ghettoïsation des villes

Drouot : morne quartier ?

Le Drouot a mauvaise réputation. Classé en zone de sécurité prioritaire (ZSP), certains y pointent un climat d'incivilité. Les habitants, eux, expriment un ras-le-bol. Ils se sentent abandonnés par les pouvoirs publics. Pourtant, des initiatives existent.



Le Drouot, un quartier de prime abord assez sympathique à l'architecture particulière. PHOTOS DNA - GUILLAUME SEVIN

« **Q**u'est-ce qu'il te fait avec tes photos ? Va plutôt de l'autre côté, hé, tu nous prends pas où ça va aller mal ! » lance un jeune homme à photo. La vue de l'appareil photo en bandoulière l'a purement électrisé. Il joue le dur, fronce les sourcils, puis retourne auprès de sa « bande ». À scooter. À quatre mètres de là, une dizaine de jeunes hommes s'abrite en effet du soleil, affalée sur les bancs de la place du docteur Auger. Agressifs. Ils roulent des mécaniques aussi vite que des cigarettes. Puis s'échangent quelques petits paquets enveloppés de papier-bulle. Prudents. Quand on s'approche, ils répondent par le sarcasme, la défiance. Pas vraiment violents de prime abord, mais ils haussent rapidement le ton. Le soleil brille, les oiseaux chantent, les trafics se font.

Un « petit air de village »

La place du docteur Auger est l'artère économique vitale du Drouot. Une banque, une pharmacie et un tabac. Une école de cirque, le centre d'action sociale Bab'III, Pôle Emploi ou une bibliothèque municipale de presque 15000 ouvrages, essaient d'insuffler à nouveau une âme à ce quartier. De battre, son cœur s'est arrêté, paraphrasant le chanteur J. Dutronc. À cinquante mètres, un alignement de devantures. Fermées. Elles sont recouvertes par une fresque colorée de l'artiste Yvan Britschy, qu'il a réalisée avec l'aide des habitants du quartier.

Sylvie Feucher : coordinatrice dans les quartiers sensibles

« Ici, c'était le boucher, là le boulanger. On parlait parfois avec eux ensemble le matin en cherchant le pain » se souvient Charlotte. Cheveux blancs, jambes tremblotantes et beaucoup de regrets dans la voix, Charlotte habite désormais la résidence pour seniors Violette-Schoen. Elle a assez mal vécu ces dernières décennies, l'évolution de son quartier. Elle avoue même avoir du mal à le reconnaître. « Les magasins ont fermé un par un, c'est dur pour nous. Mais il faut les comprendre, ils n'étaient pas assez ren-

tables » explique-t-elle. « J'ai vu des maisons à deux étages en me baladant, des parcs avec du soleil, un petit air de village. On est loin des quartiers où je suis déjà intervenue, faits de tours et de barres d'immeubles » lance Sylvie Feucher, souriante. Coordinatrice de l'action des douze délégués que le gouvernement a placé dans des quartiers sensibles, elle a fait le tour d'horizon du quartier en compagnie de l'adjointe au maire Fatima Jenn et assure être « assez confiante » dans celui du Drouot.

Création d'une strate administrative « efficace »

Créés le 26 octobre 2015, les délégués du gouvernement représentent l'une des mesures phares du plan égalité et citoyenneté contre « l'apartheid social ». Cette expression de Manuel Valls avait provoqué un tollé en janvier 2015. Sylvie Feucher à l'issue de sa visite explique avoir été particulièrement touchée par les remarques du directeur de l'usine Melfor. « Il s'agit d'une entreprise bien ancrée dans le paysage local, une maison de tradition. Mais les employés ne viennent pas du quartier et le patron le déplore. Pourquoi ne pas organiser des visites d'entreprises à destination des scolaires, pour montrer qu'il y a du travail en plein cœur du quartier ? » Sylvie Feucher a un parcours atypique. Successivement commissaire de police, première femme responsable d'un syndicat de policiers, pré-fête déléguée du Val d'Oise, elle n'a pas l'habitude de ménager sa peine. Hautes responsabilités mais pourtant une certaine dose d'humilité. « Je ne sais pas si je vais y arriver, mais d'un

autre côté je n'ai plus rien à prouver. Je compte avant tout aller au bout de cet engagement. »

Sylvie Feucher pointe d'emblée les défauts liés à l'empilement administratif. « Il empêche les divers acteurs d'appréhender le spectre des solutions qui existent. » Elle compte sur les pouvoirs spécifiques des délégués pour faciliter la transversalité des compétences. De nombreuses initiatives, publiques et privées, se côtoient au Drouot. Peu reliées les unes aux autres, confirme Claude Gensbeitel, responsable à Caritas. « On ne collabore pas avec les autres associations, simple-

ment parce que chacun a ses propres spécificités et ses missions. »

Les initiatives d'acteurs ouvertement confessionnels se télécopieraient avec des cours de langue française pour primo-arrivants, des activités de plein air ou des animations municipales. Sylvie Feucher est consciente de ce cloisonnement relatif. Elle compte bien le transcender. Selon elle, le caractère de Gildas Barraol, délégué au Drouot, permettra de trouver des consensus. « Nous ne sommes pas une strate de plus, car nous voulons être une strate efficace ». ■

G. SEVIN

Pas de quartier au conseil du Drouot

DEPUIS JUILLET 2016, une nouvelle mouture des Conseils de quartier a été dévoilée par les équipes municipales. Les prérogatives des conseils citoyens, ceux qui tiennent séance dans les zones prioritaires, ont été mieux délimitées par rapport à celles des conseils participatifs, qui se tiennent dans tout le reste de la ville. Sur-tout, un nouveau mode de scrutin a été mis en place. « Nous allons tirer au sort les conseillers sur la base de la taxe d'habitation. Même ceux qui ne la paient pas y figurent nominativement. Nous voulons redonner le pouvoir aux premiers concernés : les habitants du quartier », explique Fatima Jenn, adjointe au maire. Cette modification met à termes à des années de lutttes intestines à Drouot.

« J'étais la vice-présidente du conseil de quartier du Drouot, mais on m'a mise de côté au simple prétexte que je suis étiquetée Front National » raconte Christelle Ritz, ancienne colistière de Florian

Philipot aux élections régionales de décembre 2015. Elle pointe ce qu'elle qualifie de « volonté de Jean Rottner de prendre le contrôle des conseils de quartier. » Christelle Ritz avait été élue adjointe en 2008 sur la liste de Jean Rottner, avant d'être sanctionnée en 2012 pour des propos polémiques sur le communautarisme à Mulhouse. Les conseils de quartier du Drouot ne fonctionnent plus depuis février 2016. « Au début, on tirait les conseillers au sort à partir d'une liste composée essentiellement de volontaires. Du coup, on s'est retrouvés confrontés à une surreprésentation de professionnels de la politique », poursuit Fatima Jenn. Le Drouot est devenu un tremplin idéal pour des membres de l'opposition désireux de cibler les errances de gestion ou ce qu'ils qualifient de « promesses non-tenues du candidat Rottner. » En février 2016, le maire de Mulhouse avait décidé de suspendre des séances de travail qui avaient des allures de ring.

« Je veux être le catalyseur des projets de tous les habitants »



Gildas Barraol, délégué du gouvernement, aime être au contact.

« Je pense qu'à 58 ans, on peut toujours s'engager et proposer des solutions inédites ». Gildas Barraol a une longue carrière derrière lui. Diplômé d'HEC en 1980, il s'occupe successivement de la direction financière à la ville de Bobigny, de la direction générale des services à Guyancourt et Bobigny. En 1998, il organise les animations de la coupe du Monde, notamment celles de la Plaine Saint-Denis. « Ça a été ressenti comme une fan zone avant l'heure » s'amuse-t-il. Après une mission à Lille aux côtés de Martine Aubry et dans le Doubs, ce breton de naissance file pleines voiles vers les antipodes. Il a été nommé délégué du gouvernement dans le quartier Drouot-Jonquilles de Mulhouse.

« Je pense que ce rôle de délégué est l'aboutissement de mes fonctions. J'ai pu acquérir des compétences dans divers services et à divers niveaux d'expérience, je vais pouvoir les mettre en application toutes ensemble. » Sa mission se pare de trois éléments : créer un lien direct avec le tissu citoyen local,

accompagner l'engagement sociétal des différents acteurs et apporter des solutions novatrices aux problèmes qui lui auront été rapportés. « On nous parle beaucoup de décentralisation, mais il faut aussi que l'Etat, ce garant de la solidarité nationale, soit présent dans les quartiers qui en ont le plus besoin », tient-il à préciser. Gildas Barraol est jovial, confiant et humble à la fois. Il n'a pas de recette miracle sous la main, il le dit clairement. « On ne va par exemple pas réduire les quelque 520 chômeurs en catégorie A d'un simple claquement de doigt, ni annoncer le faire en quelques mois. Il faudra commencer par réinsérer 5 puis 10 personnes, afin de provoquer un effet d'engrenage. » Il lui semble primordial de pérenniser des actions qui lient familles, enfants, animateurs et institutions. « C'est en rétablissant le rôle des parents et en restaurant la motivation des jeunes, que l'on pourra assurer un bel avenir à ce quartier », conclut-il.

G.S.

SANTE Initiatives citoyennes

Créer un pôle médical pour le quartier



La souriante pharmacienne du quartier.

IL Y A DU MONDE. Un vieil homme tient délicatement sa petite fille par la main. Une femme s'impatiente de récupérer au plus vite sa « commande ». Une autre, juste devant elle, a oublié son porte-monnaie et tente de faire l'appoint. Aline Tucarc aime ça. Elle est pharmacienne au Drouot depuis six mois, et docteur en pharmacie depuis le 1^{er} juillet. « J'ai travaillé à Riedisheim et Sierentz avant de venir ici, j'ai pu y participer à la création de pôles médicaux, alors j'ai voulu revenir au Drouot pour en faire profiter les habitants. » Aline a habité le quartier avec ses parents jusqu'à l'âge de 3 ans. Elle en a désormais 28 et a voulu revenir. « J'ai vu ce qu'un pôle médical peut faire en bien à un quartier, alors j'en ai parlé à mes amis qui habitent au Drouot. » Elle espère créer le sien.

Une pharmacienne, deux médecins, quatre infirmières et des kinésithérapeutes ont déjà con-

firmé leur intention de rejoindre Aline. Des dentistes, des gynécologues ainsi que d'autres médecins spécialisés devraient rapidement gonfler leurs rangs. « Nous sommes partis d'un constat simple : il y a un médecin pour 1000 habitants au Drouot, c'est trop peu. Ce pôle permettra des horaires plus larges, un accès plus facile et des actions de prévention. » En parallèle à son projet de maison médicalisée, Aline Tucarc s'est déjà fortement investie dans la vie de son quartier. Elle s'est ainsi rapprochée de la résidence pour seniors des Violettes pour faciliter les prises de mesures pour les bas de contention entre autres. Elle a pris contact avec Caritas et les organisateurs de Scènes de rue. Elle s'investit à l'école primaire. Son rêve dans dix ans : acheter une maison près de son officine pour vivre dans un quartier du Drouot revitalisé.

G. SEVIN



La place du Dr Auger, à l'abri du soleil mais aussi des regards indiscrets.